

NEW EUROPE COLLEGE



*L'Etat en France et en Roumanie
aux XIX^e et XX^e siècles*

Sous la direction de Silvia MARTON,
Anca OROVEANU et Florin ȚURCANU

Actes du colloque
organisé au New Europe College –
Institut d'études avancées
les 26-27 février 2010

La publication de ce volume a été rendue possible par le soutien accordé au New Europe College par l'Ambassade de France en Roumanie et par la Fondation Maison des Sciences de l'Homme de Paris, dans le cadre du projet commun « L'Europe : nouveaux enjeux, nouvelles recherches »

Copyright © 2011 – New Europe College

ISBN 978-973-88304-4-8

New Europe College-Institut d'études avancées
21, rue Plantelor

023971 Bucarest, Roumanie

www.nec.ro; email : nec@nec.ro

tel : (+4) 021 327 00 35 ; fax : (+4) 021 327 07 74

MONARCHIE ET ACTION CULTURELLE DANS LA ROUMANIE DES ANNÉES 1930

Florin ȚURCANU

Le 8 juin 1930 le prince Charles était proclamé roi par le parlement roumain qui annulait ainsi l'acte de 1926 par lequel ce fils du roi Ferdinand et de la reine Marie de Roumanie avait été écarté de la succession en faveur de son propre enfant, le futur roi Michel. C'était le début du règne de dix ans de Charles II qui commençait dans l'euphorie des espoirs attachés à sa figure du nouveau monarque et devait s'achever dans le drame de l'amputation du pays à l'été 1940. La postérité a associé la figure du roi avec l'érosion du parlement et des partis politiques démocratiques, l'instauration d'un régime autoritaire en février 1938, l'entrée dans une spirale sanglante de la violence politique pendant la lutte à mort qui l'opposa à la Garde de Fer, mais surtout avec les pertes territoriales subies par la Roumanie dans les derniers mois de son règne en faveur de la Russie soviétique et de la Hongrie. L'arrivée solennelle de sa dépouille mortelle en Roumanie, en février 2003, cinquante ans après sa mort, fut un moment chargé d'ambiguïté, réconciliation posthume et incomplète de la nation avec le personnage le plus controversé de la monarchie roumaine. Le bilan de son règne qui coïncide avec la fin de la Grande Roumanie inclut cependant un trait qui n'est pas, en général, sujet à controverse : Charles II fut le Hohenzollern

roumain le plus impliqué dans la vie culturelle et le plus lié aux milieux intellectuels à une époque considérée après 1989, comme un « âge d'or » de la culture roumaine.

Dans l'image que la monarchie roumaine a tenu à donner d'elle-même, l'association de la personne du souverain avec la création culturelle joue un rôle important dès le début, mais ce sont le fondateur de la dynastie, Charles I^{er} (1866-1914), et le roi Charles II qui vont user le plus de cette proximité étalée entre royauté et culture. Le premier a initié dans l'histoire de la monarchie cette relation distincte et autonome entre royauté et monde culturel que Charles II va approfondir ultérieurement d'une manière ostensible en même temps que son pouvoir politique personnel. D'ailleurs le roi Charles II – qui aimait s'appeler lui-même « voïévode de la culture roumaine¹ » – a explicitement placé son soutien à la culture des années 1930 dans la double descendance de gestes similaires des princes du Moyen Age moldave et valaque, d'une part, et de son aïeul Charles I^{er}, de l'autre. Leurs deux règnes consacrent des mutations décisives du régime politique en Roumanie : en 1866 Charles I^{er} préside à la mise en place et à la consolidation de la monarchie constitutionnelle ; Charles II affaiblit la monarchie constitutionnelle et lui donne ensuite le coup de grâce en 1938. Tous les deux doivent gérer des problèmes de légitimité liés à leurs personnes qui engagent la stabilité politique du pays et que n'ont pas eu à affronter les deux autres rois, Ferdinand I^{er} (1914-1927) et Michel I^{er} (1927-1930 et 1940-1947). Enfin, les deux règnes riment avec deux dynamiques bien distinctes dans l'histoire de la culture nationale, du nationalisme et de l'Etat-nation roumain. Les

¹ *Discursuri culturale ale M.S. Regelui Carol al II-lea 1930-1936* [Discours culturels de S.M. le Roi Charles II 1930-1936], Bucarest, 1936, p. 3.

actions culturelles des deux souverains s'éclairent réciproquement et suggèrent à quel point monarchie et initiative culturelle se conjuguent en Roumanie notamment dans les périodes où la monarchie doit définir ou redéfinir d'une manière fondamentale son rôle.

A travers l'établissement d'un lien privilégié avec l'Académie roumaine et, notamment, par la création, en 1891, de la *Fondation universitaire* qui portait son nom, le roi Charles I^{er} avait fourni à ses successeurs – Ferdinand I^{er} et Charles II – à la fois un modèle d'action qu'ils s'évertueront à reproduire et un dispositif institutionnel et symbolique capable d'assurer un lien direct entre la monarchie et le monde de la haute culture et de l'enseignement supérieur. Le fondateur de la dynastie avait tenu à ce que le bâtiment de la *Fondation universitaire Charles I^{er}*, construit dans le style éclectique caractéristique des édifices publics érigés à cette époque à Bucarest, soit situé en face-même du palais royal pour inscrire ainsi le lien entre la monarchie et le nouvel établissement dans la topographie du centre-ville de Bucarest. La fondation allait devenir le premier établissement de ce genre dans une série de fondations royales qui seront instituées par les deux souverains suivants.

L'un des problèmes essentiels que la Grande Roumanie dut affronter après 1918 fut celui de la construction de la nation entre les nouvelles frontières qui faisaient plus que doubler la surface du pays en lui ajoutant une population qui, malgré sa majorité roumaine, gardait, à travers les différentes minorités, une grande diversité linguistique et culturelle. Comme l'écrivait l'historienne américaine Irina Livezeanu dans un ouvrage qui demeure fondamental, « *the union of 1918 was no simple restoration of former national boundaries and cohesiveness. This event inaugurated ground-breaking cultural transformations, policies and politics rather than the return,*

envisaged by Romanian nationalists, to an idyllic, natural, primordial state of the Romanian community. (...) Both the Romanian state and the Romanian nation needed considerable construction work of a cultural sort, despite undeniable ethnic continuities in order to become politically viable »². A cela s'ajoutaient les effets sociaux et culturels, encore peu étudiés, de la grande réforme agraire qui distribua six millions d'hectares à 1,4 million de familles paysannes au début des années 1920. « La Roumanie de la grande propriété latifundiaire était morte mais on ne savait pas ce qui la remplacera. A son tour, le rattachement des nouvelles provinces roumaines allait lui aussi changer d'une manière inconnue l'aspect du pays », notait, en 1936, à propos de cette mutation complexe, le sociologue Henri H. Stahl qui allait devenir un participant actif à la politique culturelle et sociale du roi Charles II³.

Ces nombreux changements tissaient la toile de fond sur laquelle se projetait le nouveau rôle culturel de la monarchie roumaine après 1918, et le futur roi Charles II devait s'initier à ce rôle dans la première moitié des années 1920, alors qu'il n'était encore que prince héritier. Il nous faut un peu insister sur cette période où apparaissent en germe certains traits de l'action culturelle de la monarchie pendant la décennie suivante.

Né d'un prince allemand et d'une petite-fille de la reine Victoria, il était le premier prince héritier de la dynastie à avoir vu le jour et à avoir été éduqué sur le sol roumain en

² Irina LIVEZEANU, *Cultural politics in Greater Romania : Regionalism, Nation Building and Ethnic struggle, 1918-1930*, Cornell University Press, 1995, p. 18.

³ H.H. STAHL, « Școala monografiei sociologice », *Arhiva pentru Știința și Reforma Socială*, XIV, Bucarest, Editura Institutului Social Român, p. 1135.

assimilant ainsi, dès l'enfance, le message d'une culture nationale encore jeune, plutôt sûre d'elle-même et en pleine affirmation. La *Fondation culturelle « Prince Charles »* qu'il inaugure en 1922 avait comme but principal un transfert culturel massif et organisé en direction des masses paysannes de la nouvelle Roumanie dont la moitié était, cependant, analphabète. La diffusion en grand nombre de livres, brochures et revues, souvent imprimés dans la typographie de la *Fondation*, les spectacles et conférences à destination d'un public majoritairement rural, la création de plusieurs centaines de foyers culturels dans les villages étaient les instruments d'une « démocratisation dirigée » de l'accès aux contenus du canon culturel national et légitime. Plus de 900 000 volumes furent vendus ou offerts – notamment en milieu rural – par la *Fondation culturelle « Prince Charles »* durant les trois premières années de son activité⁴. Une carte de la Grande Roumanie qui détaille la géographie des activités de la *Fondation* pendant les années 1922-1925 montre bien que l'établissement était tourné essentiellement vers le monde rural des régions les plus pauvres situées à l'extérieur de l'arc des Carpates, avec une présence forte dans la province nouvellement acquise de Bessarabie où la culture russe était devenue la culture des élites locales après l'annexion de ce territoire par l'Empire des tsars en 1812⁵.

Avant 1914, la relation de la monarchie roumaine avec la culture du monde rural avait été dépourvue de cet aspect interventionniste qui constituait l'un des traits définitoires de l'activité de la *Fondation « Prince Charles »*. Jusque là, la

⁴ 814 947 volumes avaient été vendus de 1922 à 1925, la *Fondation* faisant don de 100 000 autres aux quelques 450 foyers culturels créés sous son égide, *Fundația Culturală « Principele Carol » 1922-1925*, Bucarest, 1926, p. 36.

⁵ *Ibid.*

monarchie avait plutôt participé – y compris à travers la culture de cour – à l'absorption sélective et décorative d'éléments de la culture paysanne par les élites roumaines de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle et à une muséification, au goût de ces mêmes élites, de l'art populaire. L'activité de la *Fondation « Prince Charles »* marque une étape de transition dans la manière dont la monarchie se rapporte au monde rural et cette étape de transition anticipait la politique culturelle et sociale appuyée par le futur roi Charles II en direction des villages. La création, sous l'égide de la *Fondation*, du Musée ethnographique de la Transylvanie en 1923 répondait non seulement au souci d'affirmer la présence de la culture nationale roumaine dans un territoire récemment acquis, mais rompait, en même temps, avec la vision esthétisante et réductrice qui plaçait l'art populaire au centre de la vie paysanne et qui avait présidé à la création en 1906 du Musée d'Ethnographie, d'Art National, d'Art Décoratif et d'Art Industriel, rebaptisé en 1915 Musée d'Art National Charles I^{er}. La *Fondation « Prince Charles »* constitua aussi une interface de type nouveau entre le futur souverain et cette partie des milieux intellectuels que l'activité de cet établissement avait mobilisé au service du prosélytisme culturel orné du prestige du patronage princier. Ce patronage acquiert un relief particulier à une époque où l'intelligentsia de droite commence à prôner l'irréductible opposition où se trouveraient culture et politique du fait de l'adoption des réformes qui, au lendemain de la Grande Guerre, ont élargi le droit de vote à l'ensemble de la population masculine adulte en modifiant sensiblement la scène politique roumaine par rapport à ce qu'elle était avant 1914. Le milieu des années 1920 voit la cristallisation dans le discours des intellectuels nationalistes et traditionalistes, influencés par l'antiparlementarisme barrésien et maurrassien, de la dichotomie entre politique et culture où

le mot « politique » est substituable à « démocratie »⁶. « La littérature imprègne l'homme de spiritualité. La politique l'enlève dans le matérialisme. Il y a entre les deux un antagonisme essentiel. (...) La politique agit sur les masses. La littérature agit sur l'individu (...). Aujourd'hui les masses écrasent l'individu ; la politique terrorise la littérature », clamait, dès 1920, l'écrivain Nichifor Crainic⁷, futur directeur de collection dans le cadre de la *Fondation « Prince Charles »* et partisan politique du prince Charles, notamment après la déchéance de ce dernier de ses droits d'héritier du trône, en janvier 1926⁸. Le même Crainic, chef de file de la mouvance culturelle « orthodoxe » qui a profondément marqué le paysage intellectuel de l'entre-deux-guerres, attribua, à l'occasion, au patronage culturel du prince héritier un possible rôle de médiateur entre culture et politique – ce qui était une autre manière de souligner la séparation entre les deux, entièrement imputable à la « démocratie » : « La démocratie a tiré l'homme de l'usine, de l'alpage, de son verger, de son champ de blé et l'a poussé brutalement et sans préparation dans le forum en lui demandant de réfléchir aux affaires de l'Etat. Le problème qui demeure est cependant l'accès des masses à une culture sans laquelle les victoires, toutes théoriques, de la démocratie ne mèneront à rien. C'est dans ce sens que doit être comprise l'action (culturelle) du prince Charles »⁹.

⁶ Florin ȚURCANU, « Neotradizionalismo e politica nella Romania degli anni '20 », in Pasquale FORNARO (éd.), *La tentazione autoritaria. Istituzioni, politica e società nell'Europa centro-orientale tra le due guerre mondiali*, Messina, Rubbettino Editore, 2004, pp. 189-206.

⁷ Nichifor CRAINIC, « Literatura și politica », *Hiena*, II, n° 1, 20 juin 1920.

⁸ Le 4 janvier 1926, le parlement, dominé par le Parti National Libéral, hostile au prince Charles, déchoit ce dernier de ses droits à la couronne de Roumanie et reconnaît son fils, le futur roi Michel I^{er}, comme héritier du trône.

⁹ Nichifor CRAINIC, « Prințul Carol și Fundația sa », *Cuvântul*, II, n° 184, 20 juin 1925.

Le prince héritier, déchu de ses droits à la couronne et qui devait devenir, en juin 1930, le roi Charles II, fut le premier membre de la famille royale qui a réussi à gagner le soutien distinct de figures ou de groupes d'intellectuels situés, en général, en dehors ou à la périphérie des grands partis politiques et tentés, de ce fait, d'établir une relation directe avec lui, susceptible de court-circuiter les voies d'ascension traditionnellement associées au clientélisme pratiqué par les différents mouvements politiques. Le volontarisme d'une action culturelle associée étroitement, dans les années 1930, à la figure du roi et contribuant, par là-même, au discrédit du multipartisme et du parlementarisme aux yeux de l'intelligentsia s'enracine dans ce premier rôle de protecteur de la culture joué par le prince Charles pendant les années 1922-1925.

C'est pour renouer avec cette entreprise qui lui avait procuré les sympathies et le soutien politique d'une partie du monde intellectuel dans les années 1920 que le roi Charles II allait réactiver, sous le même nom, la *Fondation « Prince Charles »* après son ascension au trône le 8 juin 1930. Après cette date, le nouveau souverain endossera, sur le terrain de l'action culturelle, un double rôle : d'une part, celui de gardien et continuateur des liens traditionnels entre la monarchie roumaine et la culture nationale et, d'autre part, celui d'initiateur d'un renouveau culturel qui tend à redéfinir les liens entre les intellectuels et la personne du monarque. Le rituel de la présence du roi dans l'enceinte de l'Académie Roumaine – inauguré par le fondateur de la dynastie – est préservé, le souverain imite les gestes de ses prédécesseurs et établit deux nouveaux prix de l'Académie – dont l'un est symboliquement destiné à couronner une édition critique des chroniques du Moyen Age roumain¹⁰. De même, la création, en 1930, de l'Institut de recherches

¹⁰ *Discursuri culturale, op. cit.*, p. 28.

expérimentales Charles II à l'Université de Cluj se rapprochait symboliquement, dans la Transylvanie acquise à la suite de la Grande Guerre, du geste de Charles I^{er} inaugurant en 1875 la *Société Roumaine de géographie* dans un pays dont la modernisation devait passer entre autre par la mise en valeur de l'optimisme et des ressources scientifiques¹¹.

L'autre posture adoptée par le monarque entend mettre à profit les nouveaux défis qu'affronte le monde intellectuel au début des années 1930, afin de transformer la monarchie en l'agent le plus visible d'une action culturelle efficace aux yeux de l'opinion intellectuelle et de l'opinion publique en général. Les plus pressants des nouveaux défis étaient issus de la Grande crise qui fut, sur le terrain de la culture, le révélateur de la faiblesse à la fois de l'Etat et du monde de l'édition, incapables d'assurer les moyens d'existence du prolétariat intellectuel dont le nombre explose autour de 1930. Depuis 1918, le rôle pratique et symbolique de l'Etat dans la vie culturelle du pays s'était étendu aux provinces acquises par la Roumanie à la suite de la guerre. Il avait en même temps reculé dans certaines zones du monde intellectuel où le goût de la diversité, du cosmopolitisme et de l'innovation culturelle commençait à l'emporter sur les exigences traditionnelles d'une mission culturelle nationale. La crise économique avait donné un coup d'arrêt brutal aux fragiles tendances d'autonomisation du champ intellectuel qui s'étaient manifestées après la formation de la Grande Roumanie en 1918. L'intervention de l'« Etat culturel » en faveur du monde intellectuel était de nouveau dénoncée comme insuffisante. Un nouveau débat sur les rapports entre culture et politique, marqué du sceau de la

¹¹ *Treizeci de ani de domnie ai Regelui Carol I. Cuvântări și acte [Trente années de règne du Roi Charles I^{er}. Discours et documents]*, tome I, Bucarest, Edițiunea Academiei Române, 1897, pp. 340-343.

Grande crise, s'ouvrait et devait se prolonger tout au long des années 1930. Aux innombrables articles écrits, entre autres, par les jeunes Mircea Eliade et Emile Cioran, qui dénonçaient la misère où vivaient la plupart des intellectuels, s'ajoutaient les accusations de « concurrence déloyale » à l'égard des maisons d'édition françaises dont les ventes sur le marché roumain heurtaient, avec la complicité d'un public « snob, ignorant et dépourvu de patriotisme », les intérêts de la production littéraire roumaine en condamnant à la pauvreté les écrivains autochtones¹². « Il existe un public haut placé, bourgeois-capitaliste ou composé de fonctionnaires et d'hommes politiques qui ne lit pas et qui n'achète pas des livres roumains. C'est vers lui que l'offensive du livre doit être dirigée. Mais comment faire, car il se refuse à toute invitation. Il ne lit pas les revues littéraires, ni les articles littéraires publiés dans les grands quotidiens, n'assiste jamais aux conférences publiques (...) », regrettait Mircea Eliade¹³.

Le 20 mai 1933, le roi Charles II inaugurait la « semaine du livre », une manifestation destinée à augmenter la visibilité des écrivains roumains et il annonçait, à la même occasion, la création d'une nouvelle fondation, la *Fondation Roi Charles II pour la littérature et l'art* qui, par l'entremise de sa maison d'édition, devait assurer un débouché pour la production littéraire roumaine. Le tout était assorti d'un appel adressé aux écrivains de rejoindre le souverain afin d'apporter leur appui à cette nouvelle entreprise culturelle, et de la promesse qu'une maison de repos sera mise à leur disposition par la nouvelle fondation, dans un idyllique paysage montagneux¹⁴. Par le décret du 13 avril de la même année, le roi avait déjà fait un

¹² Petru COMARNESCU, « Să rupem cu situația noastră de colonie a culturii franceze », *Vremea*, 8 novembre 1931.

¹³ Mircea ELIADE, « Retorică de săptămâna cărții », *Excelsior*, 25 mai 1935.

¹⁴ *Discursuri culturale*, op. cit. p. 56.

geste sans précédent en réunissant toutes les fondations royales – au nombre de cinq¹⁵ – dans un mammoth culturel appelé *l'Union des Fondations culturelles royales de Roumanie*¹⁶.

A cette suite d'initiatives séduisantes en direction du monde culturel, datant du printemps 1933, devait s'ajouter la parution, à partir de janvier 1934, de la prestigieuse *Revue des fondations royales* dans les pages de laquelle publieront pendant les années à venir de nombreux écrivains, critiques et philosophes issus notamment des jeunes générations intellectuelles. Dirigée par un proche du roi, le linguiste Alexandru Rosetti, la maison d'édition de la *Fondation Roi Charles II pour la littérature et l'art* assurera, à son tour, un débouché non négligeable pour des volumes de littérature, d'histoire, de critique littéraire, de philosophie ou d'histoire de l'art ainsi que pour bon nombre de traductions. En 1940, la *Fondation* partageait ses publications entre une vingtaine de collections dont la plus importante était réservée aux « écrivains roumains contemporains ». Une collection distincte, destinée aux œuvres des jeunes écrivains et essayistes débutants couronnés de prix, publia 21 volumes de 1934 à 1940¹⁷, tandis que certains ouvrages publiés dans une autre collection – « Bibliothèque de philosophie roumaine » – parurent en version française afin de pouvoir être distribués par la librairie parisienne¹⁸.

¹⁵ Il s'agissait de la *Fondation Universitaire Charles I^{er}* et de la *Fondation Prince Charles* qui se trouvaient toutes les deux à Bucarest, de la *Fondation Ferdinand I^{er}* située à Iași, de l'*Institut de recherches expérimentales Charles II*, créé à Cluj, et de la future *Fondation Roi Charles II pour la littérature et l'art*, 1940.

¹⁶ *Monitorul Oficial [Le Journal Officiel]*, n° 88 du 14 avril 1933.

¹⁷ Catalogue des titres publiés par la *Fondation Charles II pour la littérature et l'art*, 1940.

¹⁸ Dont la thèse de doctorat de Mircea ELIADE, *Yoga. Essai sur les origines de la mystique indienne*, Paris et Bucarest, Librairie Orientaliste Paul Geuthner et Fundația pentru literatură și artă « Regele Carol al-II-lea », 1936.

Ce volontarisme propulsait le monarque sur l'avant-scène d'une politique de la culture dont il apparaissait, dorénavant, comme le principal acteur. Le rôle de « sauveur de la culture » qu'assume Charles II à l'issue de la crise était destiné à souligner, par contraste, l'impotence culturelle des gouvernements engendrés par les différents partis politiques qui s'étaient succédé au pouvoir depuis 1918. En dépit du fait qu'une loi de fonctionnement des fondations royales réunies fut votée par le parlement en 1934, celui-ci ne profite aucunement en termes d'image publique de l'apparition du nouvel établissement dont la création est portée entièrement au crédit du souverain. Doubler les partis politiques sur le terrain de l'initiative et de l'efficacité culturelles représente seulement l'un des moyens par lesquels le souverain jette le discrédit sur le système politique en place et prépare l'opinion à la liquidation, quelques années plus tard, de ces mêmes partis, dont la disparition fut peu regrettée. En attendant, les initiatives culturelles attirent au monarque les faveurs d'une intelligentsia qui fournira une partie des cadres de son régime autoritaire des années 1938-1940, ainsi qu'un bon nombre de thuriféraires.

Un autre défi, à la fois politique et culturel, était représenté par les progrès du mouvement fasciste de la Légion de l'Archange Michel, fondé en 1927 et connu aussi comme la Garde de Fer. La politisation croissante d'une partie de la jeune intelligentsia attirée par la Garde fera du monde intellectuel – y compris du milieu universitaire – un terrain de compétition entre la monarchie, dont la puissance et les ambitions se développent à partir de 1934, et le fascisme roumain en pleine ascension, dont les racines plongeaient précisément dans le mouvement étudiant antisémite du début des années 1920. Avant le choc sanglant qui opposera Charles II aux légionnaires à la suite du coup d'état royal du 10 février 1938, une concurrence qui ne dit pas son nom monte entre les deux

forces politiques. L'université et le village représentent deux des principaux espaces où cette concurrence se déploie. Dans ce contexte, la redynamisation, en 1934, de l'ancienne *Fondation culturelle* « Prince Charles », à l'initiative du roi, revêtait un triple sens : le souverain rafraîchissait d'abord l'association de son image à celle de l'établissement qui lui avait assuré, en tant que prince héritier, la sympathie d'une partie de l'intelligentsia ; par le biais de la réforme de cette *Fondation* il associait son image à celle d'une jeunesse estudiantine que la *Fondation* renouvelée devait dorénavant entraîner à une large échelle dans ses activités afin de l'inclure dans un modèle d'action alternatif à la mobilisation opérée par la Garde de Fer ; enfin, le retour de la fondation sur son terrain d'action traditionnel qu'était le monde paysan devait servir à combattre dans ce milieu le prestige que le fascisme roumain tentait d'acquérir par des actions de propagande ciblées et ostentatoires.

La nouvelle dynamique de la *Fondation culturelle* « Prince Charles » dans la seconde moitié des années 1930 est due à la rencontre entre, d'une part, les projets politiques du roi et son penchant interventionniste dans le domaine culturel qui s'y attachait et, d'autre part, l'action à la fois intellectuelle et politique du sociologue Dimitrie Gusti (1880-1955), créateur de ce qu'on a appelé « l'École sociologique de Bucarest ». Ayant fait des études en Allemagne et en France autour de 1900, Gusti fut le promoteur d'une conception originale de la construction nationale dans les cadres de la Grande Roumanie, volontariste et scientifique, inspirée à la fois par Saint-Simon et Frédéric Le Play. A l'exemple de ce dernier, il développa, à partir des années 1920, sa propre méthode monographique dans la recherche consacrée au monde rural roumain. Loin du traditionalisme de la droite intellectuelle fascinée par la précieuse « atemporalité » de cette matrice identitaire qu'était

considéré le village roumain, Gusti, créateur de l'Institut Social Roumain (1918), se voulait un sociologue militant, soucieux de mettre la connaissance empirique de « la vie sociale roumaine sous tous ses aspects » au service de la « réforme sociale » – la principale revue qu'il fonde en 1918 porte d'ailleurs le nom d'*Archive pour la science et la réforme sociale* (*Arhiva pentru știința și reforma socială*). Gusti, qui dès 1922 avait présenté un mémoire au prince héritier Charles¹⁹ au moment où sa fondation s'apprêtait à voir le jour, forma un groupe de disciples à partir du milieu des années 1920 qu'il entraîna dans les enquêtes de terrain en milieu rural où se forgea la méthode monographique. Certains de ces disciples le suivirent, en 1934, à la *Fondation culturelle* « *Prince Charles* » lorsqu'elle lui fut confiée par le souverain²⁰. On peut dire qu'à partir de cette date « l'Ecole sociologique de Bucarest », dont la visibilité commençait à dépasser à cette époque les frontières de la Roumanie, devint, en partie au moins, un instrument de la politique culturelle et sociale dont Charles II voulait se faire le champion dans le monde paysan mais aussi auprès de la jeunesse universitaire. Ceci correspondait, par ailleurs, à l'image que se faisait Gusti lui-même du rôle de la monarchie interventionniste dans le domaine social – une image inspirée par celle du règne de Guillaume II à l'époque duquel le sociologue avait fait ses études en Allemagne en tant qu'étudiant de Wilhelm Wundt²¹.

¹⁹ Mircea VULCĂNESCU, « Dimitrie Gusti, Profesorul », *Arhiva pentru știința și reforma socială*, XIV, 1936, p. 1275.

²⁰ Zoltán ROSTÁS, *Monografia ca utopie. Interviuri cu Henri H. Stahl [La monographie comme utopie. Interviews avec Henri H. Stahl]*, Bucarest, Paideia, 2000, pp. 197-198.

²¹ Antonio Roberto MOMOC, *O istorie politică a Școlii Sociologice de la București*, thèse soutenue à la Faculté de Sociologie et Assistance sociale de l'Université de Bucarest en 2008.

La réforme de la *Fondation* « Prince Charles » impliquait une redéfinition du contenu, des instruments et des objectifs de l'action culturelle menée à travers cette institution. L'activité de la fondation se basait dorénavant sur les « équipes estudiantines royales », formées selon le principe du volontariat et qui débutèrent leurs actions à l'été 1934. Le roi patronnait ostensiblement cette entreprise qu'il avait inspirée²² en instituant des prix pour les trois meilleures « équipes royales » parmi les 12 qui partirent sur le terrain en 1934, et en rencontrent périodiquement les « équipiers ». Le nombre d'équipes devait passer de 12 à 75 pendant les quatre premières années de leurs activités (1934-1937) et près de 2 000 étudiants furent impliqués dans leur travail pendant la même période²³.

Le nouveau projet culturel ne mettait plus l'accent sur la transmission d'éléments du canon national vers le monde paysan. Plus attentif à la culture paysanne elle-même et basé sur une conception « anthropologique » de l'intervention culturelle, le nouveau projet misait sur une combinaison d'enquêtes de terrain, de transfert de connaissances pratiques d'utilité et d'applicabilité immédiate dans le domaine sanitaire, agricole, nutritionnel, ainsi que sur la mobilisation des collectivités rurales autour de projets pratiques d'intérêt collectif ou d'activités ludiques et éducationnelles, en heurtant le moins possible les mentalités et les formes de sociabilité traditionnelles. Le foyer culturel – cet endroit de vulgarisation culturelle qui avait été répliqué maintes fois dans les années

²² Selon Dimitrie Gusti, Charles II aurait eu l'idée de constituer les « équipes estudiantines royales » en mai 1934 en assurant le financement des dix premières de sa cassette personnelle, D. GUSTI, *Cunoaștere și acțiune în serviciul națiunii [Connaissance et action au service de la nation]*, tome II, Bucarest, Fundația Culturală Regală « Principele Carol », 1939, pp. 10-108.

²³ *Ibid.*, p. 194.

1920 par l'action sur le terrain de la *Fondation « Prince Charles »* – devait être ranimé et transformé en lieu d'ancrage de l'élite villageoise consciente et active, disposée à collaborer avec l'équipe estudiantine et à prendre le relais de celle-ci sur le terrain de l'éducation et de l'amélioration de l'existence quotidienne de la communauté²⁴. Cette action culturelle et sociale était hybride et aux contours pas toujours bien précisés, mais elle était censée répondre au souci de « relever le village roumain » par l'action d'une jeunesse intellectuelle destinée à devenir ainsi l'interface nouvelle entre le monde rural et l'intelligentsia « déracinée » des villes. Tout ceci devait en même temps faire barrage aux formes de sociabilité que la Garde de Fer proposait à la jeunesse, ainsi qu'au militantisme de ce mouvement dans le monde paysan, où les fascistes roumains étaient présents par des marches, des prières collectives et par l'aide donnée, ci et là, à des habitants pendant la saison des moissons ou pour reconstruire des maisons et des étables délabrés, creuser des puits ou réparer des ponts. Le souverain, d'une part, la Garde de Fer de l'autre, se trouvaient en concurrence symbolique pour pallier, sur le terrain, au déficit de solidarité à l'intérieur des communautés rurales et à l'inefficacité chronique des administrations successives de trouver des solutions aux problèmes du village.

Les précieux témoignages recueillis par le sociologue Zoltán Rostás auprès d'anciens membres de l'école monographique de Gusti et des « équipes royales »²⁵ suggèrent

²⁴ *Ibid.*, pp. 143-144.

²⁵ Zoltán ROSTÁS, *O istorie orală a școlii sociologice din București [Une histoire orale de l'école sociologique de Bucarest]*, Bucarest, Printech, 2001 ; *Sala luminoasă. Primii monografiști ai școlii gustiene [La salle lumineuse. Les premiers auteurs de monographies de l'école de Gusti]*, Bucarest, Paideia, 2003 ; *Parcurs întrerupt. Discipolii din anii '30 ai școlii gustiene [Trajet interrompu. Les disciples des années 1930 de*

que l'action des dites équipes, dont le nombre devait passer de 12 en 1934 à 75 en 1937, avait une certaine efficacité dans la mobilisation – à l'échelle locale – de l'administration et de certaines ressources de l'État ; les fonctionnaires collaboraient parfois avec les étudiants et semblaient être impressionnés par le patronage que le roi lui-même accordait à cette entreprise. Une des ambitions de Gusti était d'ailleurs de faire de ces équipes un model d'action dans le milieu rural pour « nos hommes politiques (...) et nos administrateurs qui cherchent de bonne foi une voie nouvelle et plus efficace pour mettre en valeur leur potentiel »²⁶. Sur ce plan, la Garde de Fer n'était pas de taille à se mesurer avec la fondation dirigée par Gusti, ce qui semble avoir poussé plusieurs jeunes légionnaires à infiltrer les « équipes royales » pour tenter de propager le message politique de leur mouvement.

La constitution et l'action des « équipes estudiantines royales » dans les années 1934-1938 ont représenté, sur le terrain d'une politique à la fois culturelle et sociale, l'antichambre de l'encadrement de la jeunesse que le régime autoritaire de Charles II, institué en février 1938, va entreprendre à travers l'institution du soi-disant « Service Social », en octobre de la même année. Le volontariat qui avait auréolé l'action des membres des « équipes royales » fut remplacé par la participation de masse devenue obligatoire. « Une armée dont le but n'était pas de défendre le pays mais de le hausser à un niveau supérieur sous tous ses aspects », dans les termes utilisés par un ancien

l'école de Gusti], Bucarest, Paideia, 2006 ; *Strada Latină nr. 8. Monografiști și echipieri gustieni la Fundația Culturală Regală « Principele Carol »* [8, rue Latină. Auteurs de monographies et membres des équipes de Gusti à la Fondation culturelle royale « Prince Charles »], Bucarest, Curtea Veche, 2009.

²⁶ D. GUSTI, *op. cit.*, p. 166.

collaborateur de Gusti²⁷. L'article 5 de la loi qui instituait le « Service social » était extrêmement contraignant et prévoyait que « les diplômés des universités, des écoles et des instituts supérieurs (...) sont obligés à faire le Service Social dans les villages et à présenter une attestation en guise de preuve qui leur permettra d'entrer en possession de leur diplôme. De même, les diplômés obtenus à l'étranger ne pourront être reconnus et mis en valeur que sur présentation de cette attestation ». La même attestation était nécessaire pour accéder à une fonction publique ou pour obtenir le droit de pratiquer un métier. Le « Service Social » devait être fait en milieu rural²⁸ par la participation à des camps qui réunissaient des garçons et des filles venues de tous les coins du pays. Le foyer culturel devenait le relais de la propagande et du contrôle étatique dans le tissu de la Roumanie paysanne. Son but était dorénavant « d'aider et d'approfondir l'action de l'Église, de l'École et des autorités de l'État » au cœur du village²⁹. Cette nouvelle expérience, vite interrompue par la guerre et par les suspicions croissantes liées à une possible et massive infiltration des membres de la Garde de Fer clandestine, fut assez mal reçue dans les rangs des étudiants. Elle semble avoir été beaucoup moins une entreprise culturelle et sociale, qu'une intrusion, dans le milieu rural, de la jeunesse organisée d'une manière quasi militaire, marchant au son des chants patriotiques, émissaire auprès des paysans d'un régime qui avait fini par dissoudre l'initiative et l'interventionnisme culturels dans une forme de mobilisation collective d'aspect totalitaire.

²⁷ Zoltán ROSTÁS, *Strada Latină nr. 8, op. cit.*, pp. 306-307.

²⁸ *Ibid.*, p. 255.

²⁹ *Ibid.*, p. 256.